

Les crédits

que nous devons investir dans ce secteur. Je suis heureux que le gouvernement ait abordé cette question en adoptant une solution à plus long terme.

À l'heure actuelle, il y a 480 000 chômeurs. Il faut tenir compte de cette réalité. On ne peut se contenter de dire: «Nous allons attendre que l'économie américaine ou l'économie mondiale se replace, ce qui permettra à ces personnes de se retrouver un jour du travail. Celles-ci vont peut-être perdre deux, trois ou quatre années de leur vie, mais nous devons tous assumer une part du fardeau.» Un tel raisonnement ne colle pas du tout. Il y a certaines mesures que le gouvernement peut prendre dès aujourd'hui pour investir dans nos jeunes et dans les Canadiens ainsi que pour leur donner un peu de répit en cette période économique difficile.

Pour répondre à la question de mon collègue, les deux font très peu pour aider nos jeunes à l'heure actuelle, et ils ne s'attaquent pas au principal problème des 480 000 jeunes Canadiens qui sont sans emploi.

M. Jim Jordan (Leeds—Grenville): Monsieur le Président, c'est vraiment un plaisir pour moi d'intervenir au sujet de la motion d'opposition aujourd'hui. Je vais essayer de placer dans son contexte, en fonction de tout ce que les autres font, l'événement tout à fait regrettable dont nous avons été témoins la semaine dernière, lorsque le ministre des Finances a présenté ce qu'il a appelé un exposé économique.

Personnellement, j'attendais cet exposé avec beaucoup d'impatience. Je pensais qu'il renfermerait une sorte de schéma directeur et que les Canadiens pourraient y trouver des mesures constructives tendant à résoudre les problèmes auxquels le Canada fait face en ce moment. Or, une fois de plus, le gouvernement a trahi les Canadiens en ne concentrant pas toutes les énergies de notre pays sur quelque chose de positif reflétant l'application des principes économiques judicieux. Il n'est absolument pas question de cela dans l'exposé du ministre des Finances.

Au lieu de prendre des mesures qui redonneraient confiance aux Canadiens, le gouvernement n'a fait qu'accroître leurs craintes et leur appréhension. Notre pays a absolument besoin de dirigeants intègres, capables de faire preuve d'initiative, et ce ne sont certes pas nos vis-à-vis qui répondent à nos attentes à cet égard.

Nous passons beaucoup de temps à la Chambre à parler de nos problèmes internes, de nos problèmes sociaux, de la violence dans la société, des sans-abri, des besoins des pauvres, des banques d'alimentation et du nombre toujours croissant de gens qui en dépendent, tout

cela dans un des plus riches pays du monde. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Il y a un lien étroit entre ces problèmes sur lesquels nous nous attardons si souvent dans cette enceinte et que nous examinons en profondeur.

• (1610)

Il semble y avoir une corrélation avec la question des débouchés. S'il y en a plus d'un côté, il y en a moins de l'autre. Je doute qu'on soutienne le contraire, mais si c'est exact—comme on le croit la plupart du temps—, pourquoi le gouvernement n'en a-t-il pas parlé dans son mini-budget ou son exposé économique? Il ne s'est pas vraiment arrêté à cette question.

Voici la meilleure façon d'exposer la situation: pour entretenir une personne au chômage pendant une année, il en coûte apparemment aux contribuables canadiens l'équivalent d'un salaire d'environ 15 000 \$ pour un emploi à plein temps. Or, si la personne avait travaillé et gagné le salaire moyen d'un Canadien, elle n'aurait évidemment pas besoin de ces 15 000 \$ et, en plus, elle remettrait dans l'économie, sous forme d'impôts, quelque 7 000 ou 8 000 \$, selon l'échelle des salaires.

S'il y avait des débouchés, les Canadiens se redécouvrieraient. Redonnons un peu de stabilité à toutes ces familles et à toutes nos collectivités, et transformons ces chômeurs en contribuables. Cela me paraît raisonnable, et le ministre des Finances aurait dû voir cette corrélation entre l'emploi ou le chômage et la capacité de payer des impôts.

Nous éprouvons de grandes difficultés au Canada actuellement, et je crois que les Canadiens étaient disposés à accueillir une stratégie typique des temps difficiles, mais ce n'est pas ce qu'on leur a donné mercredi dernier. Bien sûr, le gouvernement a proposé des petits changements ici et là en ce qui concerne les prestations d'assurance-chômage, mais il ne s'en est pas vraiment pris aux causes du chômage comme il aurait dû le faire.

Nous n'avons pas besoin d'une attaque en règle contre les chômeurs. Ils sont victimes depuis assez longtemps déjà. Le Canada a besoin d'un renouvellement de ses infrastructures, et en disant cela, je ne pense pas du tout qu'il faille donner aux Canadiens du travail inutile simplement pour les tenir occupés. Je doute qu'on puisse souhaiter une solution de ce genre.

Si vous empruntez les principales routes canadiennes, vous vous apercevrez vite en conduisant qu'elles sont complètement délabrées et fichues. La plupart de ces routes avaient été conçues pour une durée de vingt à vingt-cinq ans. Étant donné ce qu'il en reste, nous allons